

## **Document de position de l'A4EP sur la réponse localisée à la pandémie mondiale de COVID-19**

L'Alliance for Empowering Partnership (A4EP) est un réseau d'organisations engagées à renforcer l'architecture humanitaire et la réponse dirigée localement. Le 21 mars, l'A4EP a tenu une réunion avec les Directeurs de 14 organisations locales / nationales de 11 pays, dont certains font partie de réseaux plus vastes dans le pays et des représentants sur les mécanismes de coordination nationaux, régionaux et internationaux. Ce document de position contribue aux discussions et à la prise de décision sur COVID-19 aux niveaux international, régional, national et local. Il s'adresse aux gouvernements, à leurs partenaires de développement internationaux, aux Bailleurs de fonds, aux OING, au secteur privé et aux citoyens.

La plupart des pays membres de l'A4EP n'ont signalé qu'un nombre limité de cas confirmés de COVID-19 et de décès. Nous reconnaissons que cela peut être le résultat d'un manque de tests plutôt que de refléter la situation épidémiologique réelle. Les mesures prises jusqu'à présent, pour contrôler les rassemblements de personnes et restreindre la mobilité, ont tendance à être moins drastiques qu'en Chine, en Corée du Sud ou en Europe par exemple, mais cela peut changer rapidement. Alors que le message sur le lavage des mains circule déjà plus largement, le maintien de la distance physique est à la traîne. Certains de nos membres OSC sont déjà limités à travailler à domicile. Dans l'ensemble, nos populations et notre propre personnel sont profondément préoccupés. Beaucoup de personnes dans notre société ne sont pas bien connectées numériquement et ne reçoivent pas les messages de santé qui circulent déjà. La messagerie partielle et souvent non coordonnée ajoute à la confusion, au stress et à l'anxiété au lieu de la réduire. Il s'agit également pour nous d'une situation sans précédent, pour laquelle nous n'avons jusqu'à présent aucune procédure opérationnelle standard.

Les organisations locales et nationales de la société civile ont un rôle essentiel à jouer dans la réponse à cette pandémie. Cela est d'autant plus vrai que la réduction considérable des voyages internationaux et des lignes d'approvisionnement rend impossible une mobilisation internationale à grande échelle. De nombreux acteurs internationaux font également face à leurs propres perturbations opérationnelles et à la crise intérieure du COVID-19.

Nous savons que ce ne sera pas seulement un problème de santé publique, mais aussi une crise économique et sociale. Cela peut également conduire à une augmentation de la violence ethnique, sexiste et domestique, et peut provoquer des troubles sociaux parmi les salariés journaliers et les personnes travaillant dans le secteur informel face à la perte d'emplois, de revenus et de sécurité alimentaire. Toutes les capacités locales et nationales doivent être mobilisées pour atténuer autant que possible ces impacts.

### **1. Nous demandons instamment des communications et une protection claires, coordonnées et compréhensibles pour le personnel soignant et les travailleurs humanitaires, ainsi que des fournitures ininterrompues.**

L'impact le plus visible et le plus immédiat de COVID-19 est sur la santé publique. Nous pouvons apprendre d'autres pays concernant les endroits où se produiront des stress majeurs dans la réponse sanitaire : des tests efficaces à grande échelle ; l'augmentation des capacités de soins intensifs avec des équipements spécialisés (ventilateurs) ; l'équipement de protection pour le personnel médical de première ligne ; le soutien au personnel médical stressé et épuisé, dont plusieurs seront infectés et dont certains pourraient mourir. Les fabricants nationaux qui le peuvent, devraient temporairement changer et passer à la production de fournitures beaucoup plus indispensables telles que des

désinfectants pour les mains, du savon, des ventilateurs pour aider les patients qui développent des symptômes graves, des vêtements de protection, des gants, des masques et des lunettes, etc.

Une capacité importante réside dans le système de santé privé, inaccessible pour une grande partie de nos populations. Ce n'est pas le moment de la discrimination socio-économique : toutes les capacités des services de santé, y compris celles des forces de sécurité, doivent être mobilisées dans un effort cohérent pour maîtriser la situation et limiter les taux de mortalité. Tous les moyens de communications mobiles et les services Internet doivent être fonctionnels et accessibles à tous à des coûts subventionnés pendant cette crise.

Un élément très vital à ce stade est un programme psychosocial. Un grand nombre de la population est effrayée face à une telle crise sans précédent. Ces troubles émotionnels contribueront à d'autres problèmes socio-économiques. Des activités psychosociales adaptées devraient être lancées par le biais des médias traditionnels et sociaux.

Des communications claires, coordonnées et compréhensibles avec le public et tous les intervenants sont vitales. Cela devrait être dans toutes les langues et dialectes parlés sur notre territoire et diffusé non seulement via Internet, mais aussi les réseaux de médias sociaux concernés, et – pour ceux sans téléphones intelligents, ordinateurs ou électricité – via les appels téléphoniques et les travailleurs communautaires. Les jeunes, la grande majorité de nos populations, doivent être informés – dans un message qui résonne avec eux – qu'ils peuvent propager le virus mais qu'ils sont également eux-mêmes à risque.

Tout en restreignant la mobilité des personnes, le « personnel clé », nécessaire au maintien des services essentiels, doit être désigné. Cela inclut évidemment les pharmacies, les boulangeries, les épiceries, mais aussi les chauffeurs de camions-citernes, les éboueurs, le personnel des banques et des assurances, le personnel des stations-service et les travailleurs humanitaires et sociaux.

*Nous sommes une capacité clé* : Les organisations de la société civile locales et nationales, et pas seulement celles qui ont une expertise en matière de santé, devraient être considérées comme un « auxiliaire » aussi important des efforts gouvernementaux que nos sociétés nationales de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge et les unités de protection civile. Notre personnel doit être classé comme « personnel clé » avec la permission de se déplacer et d'apporter de l'aide.

## **2. Nous demandons instamment le soutien pour maintenir ou restaurer notre continuité opérationnelle par le biais d'un soutien technique et d'un financement**

Pour pouvoir jouer notre rôle, il nous faut maintenir ou restaurer notre continuité opérationnelle. Nous devons être en mesure de continuer à rémunérer notre personnel, de lui fournir un équipement de protection et, conformément aux avantages dont bénéficient les membres du personnel des organisations internationales, de disposer d'une solide assurance maladie et vie. Nous devons maintenir l'accès au financement : les guichets automatiques doivent être maintenus fournis et accessibles et / ou tous les employés doivent pouvoir avoir un compte numérisé. En tant qu'organisations, nous devons être rapidement mis en place avec l'e-banking là où ce n'est pas encore le cas, et le problème des signatures multiples doit être résolu en quelques jours.

Sur demande, les bailleurs de fonds devraient rapidement accepter une prolongation de tous les projets/programmes en cours avec des coûts opérationnels et généraux supplémentaires, compte tenu des circonstances actuelles. Surtout maintenant, aucun membre du personnel d'une organisation locale/nationale ne devrait perdre son emploi en raison de la suspension de projets ou du retard dans l'approbation de nouvelles subventions.

Les volontaires se manifesteront dans nos sociétés une fois que nous aurons la capacité de les protéger, de les former, de les guider et de les accompagner, et de couvrir leurs frais de fonctionnement et de subsistance, et ils feront partie de l'augmentation nécessaire des capacités de réponse dans le pays.

Là où il existe des fonds communs par pays, ils devraient maintenant être rendus plus faciles et plus rapides d'accès pour les agences locales et nationales. Ces fonds n'existent cependant que dans une minorité de pays touchés par COVID-19. Leur mise en place prend généralement beaucoup de temps : là où il n'existe pas d'autres modalités pour rendre le financement rapidement disponible, il faut les créer rapidement.

Start Network, avec sa capacité de financement rapide, ses leviers de financement d'anticipation et sa stratégie de pôles nationaux/régionaux, est bien placé pour élargir sa portée en allant au-delà de ses membres existants pour atteindre des organisations plus enracinées localement, en particulier dans les pays où il a incubé la formation de pôles nationaux. Cela compensera le manque des fonds communs dans un pays donné.

*Nous sommes une capacité clé* : De la part de nos partenaires internationaux, nous avons besoin d'un message urgent et clair que les retards et les interruptions dans les projets en cours (et leurs exigences en matière de rapports) sont inévitables et acceptés. Nous devons être en mesure de changer les fonds qui ont pu être alloués à d'autres fins, pour faire face à COVID-19, jusqu'à ce que d'autres fonds soient disponibles. Nous avons besoin d'accéder à des informations fiables et à des conseils techniques solides et pratiques – qui peuvent être proposés à distance.

Nous avons maintenant plus que jamais besoin d'un financement initial et flexible : écrire des propositions de projet élaborées et attendre des semaines pour une décision n'est pas, pour le moment, une option. Nous devons éliminer les obstacles bureaucratiques, introduire une prise de décision plus rapide. Les exigences en matière de rapports financiers doivent être adaptées afin que nous puissions maintenir nos flux de trésorerie. Comme le système international de réponse aux crises n'est pas en mesure d'être présent dans ces nombreux pays comme il le souhaite, le moment est venu de mettre en pratique l'engagement 4A de l'Agenda pour l'humanité et l'engagement 2 de la Grande négociation : « *renforcer les capacités locales et nationales plutôt que les remplacer* », « *dans un esprit de partenariat (...) où nous nous rencontrons tous sur un pied d'égalité* ». De nouvelles modalités de partenariat pourraient être nécessaires. Au lieu de passer par des processus de diligence raisonnable répétés que nous avons tous déjà subis à plusieurs reprises, nous demandons aux donateurs de respecter l'engagement 4 de la Grande négociation, c'est-à-dire de réduire les doublons et les coûts de gestion. Une organisation dirigée par des femmes peut jouer un rôle important dans la réponse et a besoin d'un soutien spécifique.

### **3. Nous demandons instamment le bien-être social et la protection des personnes économiquement vulnérables**

Une mobilité réduite au sein de nos pays, la fermeture de tous les services non essentiels et l'interruption des flux d'importation et d'exportation auront un impact économique majeur. Cela viendra rapidement à la suite de, et pourrait même dépasser temporairement, l'impact sur la santé publique de COVID-19. Les travailleurs occasionnels, les vendeurs de rue, les petits commerçants, les petits producteurs, les prestataires privés de transport urbain, les petites et moyennes entreprises, bref, les centaines de millions de gens déjà économiquement plus vulnérables, seront les premiers et les plus durement touchés. L'écart grandissant entre l'offre et la demande en raison de la thésaurisation et de la rupture de la chaîne d'approvisionnement est susceptible de provoquer une

inflation des prix des produits de base essentiels. Il en résultera une augmentation des dettes des ménages et de la pauvreté.

Nos gouvernements n'ont pas les milliards de dollars pour atténuer les impacts économiques, en prêts ou en subventions, des nations riches. Nos pays pourraient avoir besoin d'un moratoire sur le remboursement des intérêts de la dette nationale, de rééchelonnement de la dette et des annulations de dette. Nous pourrions avoir besoin de prêts et de subventions très doux pour la protection sociale. Les institutions financières internationales et les prêteurs du secteur privé ont la lourde responsabilité d'atténuer une éventuelle dépression mondiale. Nos gouvernements, d'autre part, ont la capacité de fournir des orientations politiques et de légiférer pour atténuer cet impact. Nous demandons également au secteur des entreprises de faire preuve de plus de responsabilité sociale en ce moment critique, en travaillant pour le bien commun.

Par expérience, nous savons qu'en période de stress économique et social, la violence domestique, souvent dirigée contre les femmes et les enfants, augmente. Les femmes et les organisations de défense des droits des femmes ont un rôle et une contribution particuliers à apporter dans ce domaine, en fournissant également un soutien aux hommes qui ont du mal à faire face à des défis beaucoup plus importants. Garantir des conditions favorables aux organisations de défense des droits des femmes, ainsi qu'à celles qui se concentrent sur les personnes âgées et les handicapés, doit être un objectif explicite pour nos gouvernements et nos partenaires internationaux.

*Nous sommes une capacité clé* : Les organisations de la société civile locales et nationales ont un rôle important à jouer ici, par exemple d'identifier les ménages à privilégier, en distribuant des subventions en espèces et en aidant les petits producteurs et travailleurs endettés à renégocier leur dette avec les prêteurs et, si nécessaire, à fournir une assistance juridique.

#### **4. Nous exhortons nos gouvernements, nos concitoyens et nos prochains à traiter chacun avec dignité et respect pendant cette crise**

La pandémie de COVID-19 peut devenir une crise sociale : face à cette menace sans précédent et rapide, il est normal de ressentir de la peur et de penser à notre propre survie physique et économique. Nous pouvons être tentés de chercher un bouc émissaire à blâmer, ou de faire valoir que les ressources limitées devraient être disponibles pour « nous » et non pour « eux ». « Eux » peuvent être les pauvres, les habitants des bidonvilles, les « gens de tribus », les travailleurs domestiques, les travailleurs migrants, les minorités religieuses ou ethniques, les PDI, les demandeurs d'asile, les réfugiés et d'autres personnes qui généralement se trouvent déjà dans une situation économique, sociale et juridique plus faible. Ce serait une erreur : comme les impacts du changement climatique, il ne s'agit pas d'une crise nationale, de classe, majoritaire-minoritaire ou citoyen-étranger : cette pandémie menace tous les êtres humains et notre économie mondiale. Les dirigeants politiques et commerciaux, comme nous l'avons vu, ne sont pas à l'abri ou ne peuvent se protéger efficacement. C'est le défi de l'humanité que nous devons affronter ensemble.

*Nous sommes une capacité clé* : Les organisations de la société civile locales et nationales sont à l'avant-garde de la lutte contre la discrimination, l'injustice, l'exploitation et l'exclusion dans leurs propres pays. Elles ont un rôle essentiel à jouer pour garantir que le ton du discours et de la pratique publics soit et demeure empathique et inclusif, et non porté au blâme, à la discrimination et à l'exclusion.

La localisation est désormais inévitable, également en raison de la restriction des déplacements. Cependant, cette localisation devrait refléter le véritable esprit de partenariat et de complémentarité au lieu de transférer le risque aux travailleurs humanitaires locaux.

COVID-19 avec ses impacts sur la santé publique, économiques et sociaux est une menace majeure. C'est également une opportunité majeure de découvrir notre humanité commune, d'élargir notre empathie et notre solidarité et, enfin, d'investir sérieusement dans les capacités locales et nationales.

### Membres de l'Alliance for Empowering Partnership



Site web : [www.A4EP.net](http://www.A4EP.net) Twitter : @A4EP2

Coordonnées des personnes pour avoir plus d'informations:

<p>Singh, Sudhanshu S, Chief Executive Officer, Humanitarian Aid International, India, email: <a href="mailto:ssingh@humanitarianaidinternational.org">ssingh@humanitarianaidinternational.org</a> Mobile: +91 9953 163 572 <a href="https://hai-india.org/">https://hai-india.org/</a></p>	<p>Patel, Smruti: Director, Global Mentoring Initiative, Switzerland email: <a href="mailto:spatel@gmentor.org">spatel@gmentor.org</a> Tel:+41 79 561 4749 <a href="http://www.gmentor.org">www.gmentor.org</a></p>
---	---